



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Parc technologique Henri Farman

10 rue Clément Ader

51 100 REIMS

Reims, le 22 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TEREOS NUTRITION ANIMALE

AULNAY AUX PLANCHES

Route Départementale 5

51130 Val-des-Marais

Références : D1i 2024-312

Code AIOT : 0005701671

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement TEREOS NUTRITION ANIMALE implanté AULNAY AUX PLANCHES 51130 Val-des-Marais. L'inspection a été annoncée le 03/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS NUTRITION ANIMALE
- AULNAY AUX PLANCHES 51130 Val-des-Marais
- Code AIOT : 0005701671
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Tereos Nutrition Animale (TNA) exploite sur la commune de Val-des-Marais/Aulnay-aux-Planches une usine de déshydratation de fourrage (luzerne et pulpes de betterave) destinée à l'alimentation animale. La société possède 4 sites de déshydratation dans la Marne. La capacité de production du site d'Aulnay est de 486 tonnes par jour, ce qui soumet le site à la directive européenne IED.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Valeurs limites de rejet eaux	Arrêté Préfectoral du 05/07/2007, article 5.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 05/07/2007, article 1.7	Sans objet
2	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II, 4-III	Sans objet
3	Traitement et mode de rejet des eaux usées et pluviales	Arrêté Préfectoral du 05/07/2007, article 5.3	Sans objet
5	Rétention des stockages	Arrêté Préfectoral du 05/07/2007, article 2.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un écart réglementaire a été constaté sur les valeurs limites de rejets des eaux. L'inspection demande à l'exploitant une mesure complémentaire sur les eaux rejetées suite aux aménagements et travaux réalisés sur les réseaux.

L'inspection propose à Monsieur le préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale pour ce constat.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2007, article 1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure en cas d'incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement (art. 38 du décret du 21 septembre 1977). [...]</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une procédure, déployée sur les quatre sites TNA, permet d'encadrer la gestion des incidents et accidents environnementaux et l'information de la DREAL en fonction de leur gravité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de préciser sur cette procédure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'utilisation systématique de la fiche BARPI lors de la communication à la DREAL ; - l'utilisation de l'adresse générique de l'Unité Départementale de la Marne pour les échanges : ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr. <p>L'exploitant s'engage à modifier cette procédure en ce sens.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II, 4-III
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour plans
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.[...] Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.
Constats : Le plan des réseaux a été mis à jour et envoyé à l'inspection en septembre 2023. Cette dernière version prend bien en compte les remarques émises lors de la dernière inspection et les modifications réalisées sur les réseaux d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traitement et mode de rejet des eaux usées et pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2007, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux canalisations eaux
Prescription contrôlée : Les eaux usées domestiques sont dirigées vers des fosses septiques conformes à l'arrêté ministériel du 5 janvier 1996. Les eaux pluviales de toiture sont dirigées vers les lagunes et vers le Morin en partie. Les eaux pluviales de voirie sont envoyées principalement vers les lagunes après passage dans un débourbeur. Les eaux industrielles sont dirigées vers les lagunes.
Constats : Suite à l'inspection de 2023, l'exploitant a réalisé des aménagements et des travaux afin de s'assurer que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont dirigées uniquement vers la lagune. Les justifications, envoyées par l'exploitant en septembre 2023, ont été vérifiées sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites de rejet eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2007, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Résultats prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : Les valeurs limites sont contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents. Elles s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée représentative. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite. Les eaux rejetées au milieu naturel doivent respecter les valeurs limites suivantes : température inférieure à 30° C - pH compris entre 5,5 et 8,5 - matières en suspension totales 30 mg/l - DBO5 (sur effluent brut) 40 mg/l - DCO (sur effluent brut) 125 mg/l - azote global 10 mg/l - hydrocarbures totaux : 1 mg/l Les effluents doivent être exempts de matières flottantes.
Constats : Les résultats d'analyse des mesures demandées lors de la visite 2023 ont été transmises à l'inspection en amont de la visite. Ces résultats présentent des dépassements sur certains critères par rapport aux valeurs limites de

l'arrêté préfectoral. En effet, les derniers résultats de mesure, datant de janvier 2024, donne une valeur pour les Matières En Suspension (MES) de 61 mg/L pour 30 mg/L dans l'arrêté et pour la DCO de 261 mg/L pour 125 mg/L dans l'arrêté. Ces mesures ont été réalisées avant l'exécution des travaux sur les réseaux d'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de réaliser une mesure complémentaire sur les eaux rejetées suite aux aménagements et travaux réalisés sur les réseaux d'eau afin de vérifier l'effectivité de ceux-ci. Il devra transmettre, dès réception, les résultats, accompagnés, le cas échéant, d'un justificatif des dépassements observés et d'un plan d'actions associé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Rétention des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2007, article 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Volume des rétentions et incompatibilité des produits
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité des réservoirs doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que les autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau ou de dispositifs empêchant leur débordement, et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Les rétentions situées en bordure des voies de circulation doivent être protégées contre les dérives de véhicules.
Constats : Les rétentions ont été constatées sur tous les produits et sont vides. Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) et le tableau d'incompatibilité des produits ont été mis dans le local.
Type de suites proposées : Sans suite